

Table des matières

Les auteurs	6
Préface	11
Michel Deneken , Président de l'Université de Strasbourg, Guillaume Gellé , Président de France Universités et de l'Université de Reims Champagne-Ardenne	
Préambule : Plurilinguisme et voix politiques en Europe	
Luuk van Middelaar	13
Introduction	
Christine Fourcaud	17
Difficultés de l'intégration européenne et crise de la démocratie	
Philippe Mengue	29
Identité européenne ou Europe des Identités : les enjeux de la démocratie européenne	
Juliette Dhulst	55
Les institutions européennes nourrissent-elles le populisme ?	
Eva Esteyries	75
Quelle identité pour l'Europe ?	
Paul Soudet	103
Le plurilinguisme : juxtaposition des cultures ou communication entre cultures ?	
Maïra Afify	121
Universel, syncrétisme ou singularité ?	
Arto Debrabandère	141
Intelligence artificielle et multilinguisme : l'Europe face au tournant des nouvelles technologies	
Thibaud de Géa	159

L'Europe et ses langues : la chancelante équivocité	
Christine Fourcaud	191
Postface	223
Rudolph Sock , Directeur de l'Unité de recherche <i>Linguistique, Langues et Parole</i> (UR 1339), Université de Strasbourg	
Christian Tremblay , Président de l' <i>Observatoire européen du Plurilinguisme</i>	

Préface

**Michel Deneken, Président de l'Université de Strasbourg,
Guillaume Gellé, Président de France Universités
et de l'Université de Reims Champagne-Ardenne**

Nous sommes heureux de présenter cet ouvrage, résultat d'une coopération originale et inédite en enseignement-recherche avec l'*Observatoire européen du Plurilinguisme*.

L'Europe, ses langues. Quelle unité ? valorise un travail d'initiation à la recherche. Aboutissement d'une réflexion menée avec les étudiants, plusieurs semestres consécutifs, autour des thématiques *plurilinguisme, migration, identité(s), intégration européenne*, il interroge les affinités électives entre ces notions. Ce recueil s'inscrit dans les axes de l'Observatoire Européen du Plurilinguisme, « être - langage - pensée » ; les peuples européens (*ethnos* et *demos*) sont au centre du questionnement. Les contributions de ce recueil ouvrent un débat plus large sur notre rapport au langage, ses enjeux pour le projet européen et les valeurs démocratiques. Jamais l'humanité n'a renoncé à la quête de la langue parfaite. Le traitement automatique du langage a fait renaître le rêve d'un instrument de communication multilingue normé, entièrement motivé, transparent, angélique, sans perte ni redondance, qui délivrerait l'Humanité de ce qu'elle croit être la malédiction de Babel. Mais, plus une langue est analytiquement cohérente et sémantiquement bi-univoque, moins elle est apte à signifier le monde et les idées, *la chancelante équivocité du monde*, pour reprendre le terme d'Hannah Arendt.

Les étudiants de SciencesPo, encadrés par Christine Fourcaud, enseignante-chercheuse à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, à SciencesPo et affiliée au laboratoire de recherche *Linguistique, Langues et Parole* (LiLPa, UR 1339) de Strasbourg ont souhaité participer, dans la tradition humboldtienne, à la combinaison holistique de l'enseignement et de la recherche.

Cette publication ouvre un espace d'expression collectif dans lequel les étudiants matérialisent une expérience de décentrement qui tend à réduire l'opposition traditionnelle entre le maître enseignant chercheur actif ; et l'étudiant passif¹. Ils ont eu l'opportunité d'approfondir une problématique avec la rigueur de pensée et de raisonnement qui font l'exigence du chercheur et ont été ramenés à la racine même de l'expérience pédagogique qui est *conduction* (*paid-agôgia*). Ils ont matérialisé cette expérience de décentrement que Michel Serres appelle poétiquement « le voyage des enfants ». La métaphore du voyage qui vient se greffer sur cette étymologie, est évocatrice avec ses idées d'aventure, de risque, d'itinéraires de vie. Elle déstabilise la conception stéréotypée de l'éducation comme un trajet rectiligne, monocentré.

Nos établissements d'enseignement supérieur, dans leur mission de service public d'enseignement, de recherche, de production du savoir, et dans leur ambition d'excellence, se sentent particulièrement concernés par le débat ouvert dans cette publication et les enjeux politiques et existentiels qui y sont esquissés. La politique linguistique de nos établissements est motivée par la certitude que *parler* n'est pas seulement communiquer, mais faire dialoguer la pensée avec elle-même, pour exister avec les autres, dans la Cité. Le langage est l'essence même de l'homme, clé de voûte du plurilinguisme européen.

1 éthym. gr. : *didaskalos* l'enseignant ; *didaskaloménos* : l'enseigné.

Préambule :
Plurilinguisme et voix politiques en Europe
- Luuk van Middelaar -

Les auteurs de cette publication ancrent l'être de l'Europe dans l'écart fécond entre Antiquité et modernité. Suivant ce fil d'Ariane, je poserai un jalon à l'année 843, celle du Traité de Verdun – par lequel les trois petits-fils de l'empereur Charlemagne se sont partagé l'Europe. Pour faire bloc contre leur frère aîné Lothaire, les deux cadets, Louis le Germanique et Charles le Chauve, concluent un an avant, à Strasbourg, une alliance en prêtant serment. Louis le Germanique prononce le serment en langue romane, pour être compris des soldats de son frère. Charles le Chauve s'exprime, lui, en langue tudesque pour être compris des soldats de son frère. On les imagine tous deux, sans micro, devant les troupes réunies sur une plaine des bords du Rhin, obligés, qui sait, de s'égosiller. Quel joyau historique que cet épisode ! La voix du chef qui s'engage, personnellement, dans la langue de l'autre, qui est aussi la langue du peuple ; la voix incarnée, gage de confiance – le tout au service d'un équilibre de pouvoir en Europe. Je place ce double serment en liminaire à ce recueil car l'exercice du plurilinguisme a toujours été un acte hautement politique, au IX^e siècle comme aujourd'hui.

Le plurilinguisme est un fait social primordial du continent européen, dominé depuis trois millénaires par la grande famille indo-européenne, soit aujourd'hui des dizaines de langues et trois alphabets. Sans oublier l'hébreu de la diaspora juive, l'arabe en Andalousie, le turc dans les Balkans. Depuis toujours, il y a eu rencontre, mélange, malentendu et désir d'apprendre, pour gagner son pain ou séduire une belle sur la rive opposée du Pô ou du Danube. Notre plurilinguisme n'est pas uniquement le fait de quelques esprits supérieurs, tel Dante l'Italien qui insère dans sa *Divine Comédie* des vers d'un

troubadour provençal en *version originale*. Non, il s'inscrit au cœur de toutes nos sociétés, depuis l'Empire romain, dont les élites étaient bien *bilingues*, maîtrisant tant le latin du pouvoir que le grec de la philosophie, jusqu'aux commerçants vénitiens ou hollandais des temps modernes. Et c'est aussi à Rome qu'un métier de traducteurs s'émancipe, dès le III^e siècle avant notre ère, quand un esclave grec affranchi, Livius Andronicus, transpose *L'Odyssée* en vers latins, et signe son travail.

Deux mythes bibliques fondateurs permettent d'apprécier cette pluralité linguistique fondamentale : « Babel », ou le plurilinguisme comme chute et punition divine, à la suite desquelles s'installe la nostalgie d'un *Paradis* monolingue. Et, moins présente dans notre imaginaire, la « Pentecôte » : le Saint-Esprit qui descend et donne aux premiers fidèles la glossolalie pour évangéliser « Partes, Mèdes, ... Romains, ... Crétois et Arabes », tous dans leur langue maternelle respective, sans effort ni accent. Ici, plurilinguisme et traduction relèvent du don et de la richesse. Cette double appréciation traverse l'Histoire européenne. D'une part, le rêve du monolinguisme, ce rôle fut d'abord joué par le latin pour les élites, ensuite par les langues vernaculaires dans les espaces nationaux. Donc, le retour au Paradis monolingue. D'autre part, l'effort, voire la célébration de la traduction et du plurilinguisme, qui permet le dialogue avec nos voisins et notre passé gréco-latin.

L'immense défi pour la citoyenneté au sein de l'Union européenne se manifeste par excellence dans le multilinguisme. Le langage n'est pas un véhicule informationnel. Chaque langue produit et offre une vision du monde, une *Weltanschauung*, une manière de penser, de parler, voire de sentir et d'aimer. Les Européens s'en sont progressivement rendu compte : depuis Martin Luther et Christophe Colomb. Le nœud de la langue mobilise désormais toutes les questions d'ap-

Préambule de Luuk van Middelaar

partenance, d'identité et de culture qui nous préoccupent tant aujourd'hui.

Nos langues ne sont pas de simples phénomènes de surface. D'où l'importance de distinguer entre échange d'informations d'une part, et travail de communication et de persuasion d'autre part ; a fortiori en politique. Le phénomène est facile à illustrer : lors des soixante ans de la déclaration Schuman (2010), Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, tenait à s'adresser aux opinions publiques européennes. Nous écrivîmes un texte en anglais, qui fut traduit dans une vingtaine de langues. Pressentant des ennuis, je fis relire les traductions à des collègues. Résultat : tous les clichés furent vérifiés ! Selon l'Italien, le texte était vraiment trop fade. Même son de cloche chez l'Espagnol. Chez une collègue suédoise, réaction opposée : elle l'estimait bien trop dramatique, pour ne pas dire théâtral. Manifestement, certains traducteurs, pensant sans doute bien faire, n'avaient pas tenu compte du contexte culturel et politique. Une traduction des signifiants peut déboucher sur un échec de communication total. Or, chaque langue véhicule une appartenance et une vision du monde. La traduction agit comme un révélateur des singularités qui nous met en garde contre l'illusion de l'objectivité, de l'univoque universel. Attention donc de ne pas vider de son sens le plurilinguisme. Attention que l'attrait exercé par le traitement automatique des langues ne nous entraîne pas dans le vide : la technologie parfaite de traduction et/ou d'interprétation réduira forcément l'appétit d'apprendre des langues étrangères, sauf sans doute l'anglais. Que deviendrait une Europe privée de passeurs interculturels ? Le multilinguisme des institutions sans plurilinguisme des personnes n'est pas souhaitable ; il nous entraînerait dans la vacuité.

Enfin, si l'on considère la subjectivité de la parole, où reste donc la voix ? La parole politique, celle qui s'engage, celle qui désire

Préambule de Luuk van Middelaar

convaincre, celle qui négocie également, demande une incarnation. En politique, les mots transcrits ne disent pas tout. On veut évaluer l'orateur, les vibrations, les hésitations, la volonté d'une voix, le rire et l'émotion communicatifs d'un corps à même de dire « je ». Songeons à Louis le Germanique et Charles le Chauve, prêtant serment en personne devant leurs troupes : « moi, je déclare ». À Mario Draghi, calmant les marchés lors de la crise financière au nom de la BCE, non sans ajouter avec son accent de parrain italien : « *And believe me, it will be enough* ». Ou à Volodymyr Zelenski appelant l'Europe et le monde à l'aide, suite à l'invasion russe de son pays. Ni un communiqué de presse, ni une traduction automatique n'auraient pu s'y substituer.

Introduction - Christine Fourcaud -

« La révolution sera complète quand le langage sera parfait. »

George Orwell, 1984.

Cette publication est l'aboutissement d'un travail de réflexion mené, plusieurs semestres consécutifs, avec les étudiants de Sciences Po, autour des thématiques *plurilinguisme, migration, identité(s) et intégration européenne*. J'ai souhaité faire participer les étudiants activement à la production et à la diffusion du savoir pour les ramener à la racine même de l'expérience pédagogique qui est la pédagogie (*paid-agōgía* 'παιδ-αγωγή'). Et leur ouvrir un espace d'expression collectif dans lequel ils ont pu matérialiser cette expérience de décentrement dont parle Michel Serres dans *Le Tiers instruit*, et qu'il nomme poétiquement le « voyage des enfants »² (n'oublions pas que c'était un marin !):

« Aucun apprentissage n'évite le voyage. Sous la conduite d'un guide, l'éducation pousse à l'extérieur. Pars, sors. Sors du ventre de ta mère [...]. Le voyage des enfants, voilà le sens nu du mot grec "pédagogie". Apprendre lance l'errance... Partir. Sortir. Se laisser un jour séduire. Devenir plusieurs, braver l'extérieur, bifurquer ailleurs. Voici les trois premières étrangetés, les trois variétés d'altérité, les trois premières façons de s'exposer. Car il n'y a pas d'apprentissage sans exposition, souvent dangereuse, à l'autre. »³

La métaphore du voyage de M. Serres qui vient se greffer sur cette étymologie, avec ses idées d'aventure, de risque, d'itinéraires de vie, déstabilise la conception stéréotypée de l'éducation comme un trajet rectiligne, monocentré. Si le voyage pédagogique est un apprentissage

2 Nous nous référons à l'étymologie : *païdagōgía* : « l'éducation des enfants » ; de *pais-païdos* « l'enfant » et *agein* « conduire, mener, attirer à soi, pousser ».

3 Serres (1991).

de l'altérité, comment apprendre à "bien" voyager ? À tirer profit de cette grande expérience, du risque, de l'ailleurs, du devenir-étranger et enfin, du retour, heureux qui comme Ulysse ? Le présent recueil témoigne de cette expérience, valorise un travail d'initiation à la recherche par une première publication, et tend à réduire l'opposition traditionnelle et l'écart entre le maître (*didaskalos*) enseignant-chercheur actif ; et l'étudiant, passif (*didaskaloménos*)⁴. Ce qui a intéressé les étudiants dans cette initiative fut l'opportunité d'approfondir une question avec la rigueur de pensée et de raisonnement qui font l'exigence du chercheur. En prenant en compte le débat intellectuel sur le sujet, de manière pluraliste, la plus objective possible, en se situant par rapport à lui, afin d'élaborer leur propre pensée autonome. Comment sortir de la passivité ou soumission au savoir inculqué, qui est la logique et le défaut de toute institution de savoir ? Il y a là une dialectique. C'est la question de fond de toute éducation. Il y a là une dialectique de la soumission. D'un côté, sans soumission, pas d'ouverture vers l'acquisition d'un savoir. L'enfant ne détient pas déjà tout le savoir en lui. Pour apprendre, il faut se soumettre, passer par l'autorité des autres. Passer par où les esprits qui nous précèdent et qui ont « découvert » ou inventé, sont passés. Sans cette discipline et modeste soumission aux procédures générales et impersonnelles de la pensée et ses principaux acquis, il ne peut y avoir d'acquisition du savoir. Dans ce sens, c'est une erreur de faire de cette soumission quelque chose de négatif, un carcan qui enferme. Il y a une soumission qui est l'envers de l'admiration pour le savoir qu'on est en train d'acquérir, et qui est porteuse d'un dynamisme ouvert. Le savoir lui-même n'enferme pas, il ne soumet pas, il ouvre et libère, dans la dépendance qu'il crée. Tout l'enjeu consiste à savoir si la soumission admirative au savoir débouchera sur l'aliénation ou l'émancipation, la servitude ou la liberté. Tout apprentissage étant un risque, la question de l'enfermement ou de la

4 ou *mathétès*.

Introduction

libération doit donc en permanence être maintenue ouverte. Il y va de la liberté même, qui n'est ni libre arbitre, ni autonomie, mais questionnement, ouverture à la pensée. Pour permettre ce questionnement, un décentrement dans une nouvelle temporalité a été nécessaire. En accompagnant pendant plusieurs semestres le travail des étudiants, je les ai momentanément soustraits à toute pression temporelle, leur permettant ainsi de développer leur réflexion. Et de rendre compte de ce voyage, en période post-covid.

Dans mon travail de correction et de relecture j'ai eu à cœur de les emmener à formuler clairement leurs hypothèses, à construire leurs questions de recherche, à réfléchir à leur méthodologie, à développer leur argumentation de manière systématique et rigoureuse, à en identifier les prémisses ; la liberté du chercheur, consistant à reconnaître les schémas idéologiques et à s'en affranchir, toujours guidé par la notion d'objectivité, autant que possible. Conscients du fait que pensée et expression se constituent simultanément (Merleau-Ponty), une attention particulière a été accordée à la langue, dans l'expression comme dans la réflexion.

« L'amour en général passe par l'amour de la langue, qui n'est ni nationaliste ni conservateur, mais qui exige des preuves. Et des épreuves. On ne fait pas n'importe quoi avec la langue, elle nous préexiste, elle nous survit. »⁵

Le séminaire dispensé aux étudiants de Sciences Po « *Plurilinguisme, migration, identité(s), intégration européenne* » interroge les affinités électives entre ces notions. Les peuples européens (*ethnos* et *demos*) sont au centre de la question. Nous nous sommes demandé ce qui pourrait lier aujourd'hui les Européens pour en faire un peuple politique. Questionner leur capacité à s'unir politiquement – pas seulement

5 Jacques Derrida : « Apprendre à vivre enfin ». Entretien avec Jean Birnbaum, éd. Galilée/Le Monde, 2005, pp. 37-39.

par des mesures purement économiques, institutionnelles ou administratives –, c'est réfléchir au rapport de l'Un & du multiple, à l'essence du lien social & politique. Qu'est-ce qui pourrait créer de l'Un ou du *comme-un* politique à partir de cette diversité ? Car il en faut bien de l'Un & du commun pour prendre des décisions en vue de l'intérêt général, capables d'obliger et de contraindre tous et un chacun. Luuk van Middelaar et Philippe Mengue reprennent le concept de Paul Ricoeur de *l'ipséité narrative*. Le récit européen ne peut être dissocié d'une fonction de fabulation ou de narration au sens noble.

Le travail de réflexion sur la langue engagé avec les auteurs s'inscrit dans les axes de l'Observatoire Européen du Plurilinguisme, 'être - langage - pensée'. Pour comprendre ce qui motive le titre de ce recueil *L'Europe, ses langues : quelle unité ?*, retournons aux fondamentaux, l'histoire de la philosophie en apporte le meilleur témoignage : depuis toujours l'Humanité est hantée par la question de la vérité, de son unicité ou non. Nous qui sommes, par définition, limités et changeants, avons-nous – malgré notre subjectivité inhérente –, la capacité ou non de saisir la vérité ? Comment accéder à l'immuable, au vrai, à l'universel ? Et pour les êtres de logos que nous sommes, deux autres questions sont intimement liées à la première : la question du lien entre la langue et le « monde réel » d'une part, et celle de l'universalité d'autre part, qui semble rejoindre la recherche de « la langue parfaite ». Bien souvent, cette dernière tend à se confondre avec la langue unique et donc le monolinguisme. Diversité et universalité sont-elles nécessairement et irréductiblement opposées ? Mettre le plurilinguisme et la diversité linguistique et culturelle au cœur de l'universel ne va absolument pas de soi. Si le monde réel est un monde physique, un monde fini, toutes les langues sont censées pouvoir en rendre compte. Et si l'on part du postulat que toutes les langues disent la même chose, ne suffirait-il d'une seule pour tout dire ? C'est le fondement

Introduction

même du monolinguisme avec, comme corollaire, la guerre entre les langues, chacune pouvant prétendre à être la langue élue.

Et pourtant, comme nous le rappelle un grand diplomate français, Maurice Gourdault-Montagne :

« Les autres ne pensent pas comme nous. [...] Un Allemand n'est pas un Français qui parle allemand ».⁶

Le choix de l'éditeur *Observatoire Européen du Plurilinguisme* s'est imposé avec l'adoption de la Résolution européenne relative à la promotion du multilinguisme⁷. Les 6es Assises européennes du plurilinguisme⁸ m'ont confortée dans la nécessité de contribuer à la réflexion philosophique et politique sur la chancelante équivocité du monde, raison d'être du langage, pour reprendre le terme d'H. Arendt. Jamais l'humanité n'a renoncé à la quête de la langue parfaite. De la *lingua franca* à la construction d'un code algorithmique multilingue parfaitement rationnel – qui la délivrerait de ce qu'elle croit être la malédiction de Babel –, le traitement automatique du langage fait renaître le rêve d'un instrument de communication multilingue normé, entièrement motivé, transparent, angélique, sans perte ni redondance. Mais, plus une langue est analytiquement cohérente et sémantiquement bi-univoque, moins elle est apte à signifier le monde et les idées. Désillusionnés par l'incapacité d'une *lingua franca* (l'anglais), à produire de l'univocité, les humains se sont tournés vers le traitement automatique des signifiants. Or, non seulement le traitement automatique du langage ne rompt pas avec le fantasme de rationalisation

6 Gourdault-Montagne (2022).

7 Résolution européenne relative à la promotion du multilinguisme et à l'usage de la langue française au sein des institutions européennes, en particulier durant la présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022. Texte n° 697, 21 novembre 2021.

8 <https://assises.observatoireplurilinguisme.eu/>: 09-12 nov. 2022.

biunivoque, mais il réactive l'idée de la réduction lexicale : le langage ne serait qu'une vaste nomenclature de termes. À une chose ou une idée, devrait nécessairement correspondre un mot.

Si le langage devait se réduire à cette unique fonction, on comprend que n'importe quel robot conversationnel puisse « parler comme nous ». Or, parler n'est pas seulement communiquer, mais faire dialoguer la pensée avec elle-même, pour exister avec les autres dans la Cité. En déléguant à l'intelligence artificielle la rencontre altéritaire, les hommes ont-ils eu l'hybris de vouloir résoudre la question de « la chancelante équivocité du monde » ? Explorons comment la pensée européenne, depuis l'Antiquité, a envisagé l'Être du langage ; peut-être pourrions-nous y entrevoir l'Être de l'Europe ?

Pour autant, sera-t-il encore possible d'appréhender l'Être de l'Europe par ses langues, si nous déléguons la dimension langagière de la pensée (*Sprachlichkeit* pour Hegel) – exercice d'universalité subjective par excellence –, à des machines ? Substituer une pensée artificielle, faussement qualifiée d'*intelligente*, à une pensée véritable, effective, réfléchie – produit d'une opération intellectuelle, assumée en première personne par un agent humain, pose plusieurs questions. Si c'est désormais l'opération de structuration intellectuelle, le travail de la pensée en lui-même qui est pris en charge – pris au piège – par la machine, en lieu et place du sujet pensant, que devons-nous questionner ?

- Qui est le sujet du discours ? Y a-t-il encore un sujet humain qui prend en charge la responsabilité du discours ?

- Face aux mondes virtuels, quelle est notre place au monde ? C'est là une question politique, démocratique, existentielle. L'essentiel de notre humanité, son autonomie de pensée, n'est-elle pas transgressée en direction d'une dépossession croissante, pour ne pas dire ultime et

Introduction

finale du sujet dans son effort de pensée, et de se penser, dans la Cité ?

- Enfin, ne risquons-nous pas, en confiant le langage - activité sociale par excellence s'il en est - au traitement automatique, de fragmenter nos sociétés, de nous isoler les uns des autres, animaux politiques que nous sommes ?

Revenons à H. Arendt, la chancelante équivocité de l'Europe et ses langues. Les langues, pour Arendt, vont toujours au pluriel, comme les peuples. Elle a la conviction que cette pluralité est irréversible et non réductible, ni par le savoir de la science logique ou mathématique, ni par la technologie (intelligence artificielle). Dans toute son œuvre, H. Arendt aura défendu l'idée qu'il y a un lien indissoluble entre le langage et la politique. Elle partage ainsi un axiome aristotélicien⁹ selon lequel seul le langage constitue l'homme dans son essence même, et fait de lui en même temps et automatiquement, un être par essence politique.

S'il faut situer l'intention de cette publication dans le débat d'idées actuel, la nouvelle chaire du Collège de France *L'invention de l'Europe par les langues et les cultures* occupe une position clé :

« Alors que la France [assurait] en 2022 la présidence du Conseil de l'Union européenne et que les enjeux européens sollicitent à juste titre de toute part le débat public, le détour par la façon dont les créateurs et penseurs d'aujourd'hui vivent et approfondissent l'expérience européenne en prenant en compte dans leur travail cette histoire plurielle

9 Début de *La Politique*, Livre I. Le titre français est mal traduit, le titre grec est à la forme pluriel *Ta Politika* « les choses politiques ». La chose politique n'existe pas, il existe seulement des politiques, comme des langues, des peuples.

et cette diversité linguistique, artistique et culturelle, le détour par ce qu'ils pensent et expriment de l'Europe, est une condition nécessaire de sa meilleure appropriation. »¹⁰

Je rajouterais que, si notre publication émane de la même inspiration que cette initiative conjointe du Ministère de la Culture et de la prestigieuse institution Collège de France, elle met modestement à l'honneur la jeunesse, le peuple européen de demain. Modestement car, pour reprendre Albert Camus, « La démocratie, c'est l'exercice de la modestie ».

Les contributions présentées apportent un éclairage pluridisciplinaire, holistique, sur les enjeux de la démocratie européenne. Publié l'année du 60e jubilé du Traité de l'Élysée, ce recueil étaye aussi nos précédents travaux de recherche empiriques en contexte franco-allemand. Il les enrichit par un éclairage en philosophie du langage et philosophie politique. Enfin, il complète notre réflexion sur la mise en place d'un espace européen de l'éducation, en s'ouvrant largement à la question de l'intégration européenne.

Dans cet esprit, nous vous invitons à découvrir dans ce recueil les contributions de **Juliette Dhulst** (Master Cultural Policy and Management), **Eva Esteyries** (Master Carrières juridiques et judiciaires), **Paul Soudet** (Master Politiques publiques, spécialité Administration Publique), **Maïra Afify** (Master Communication, Médias et Industries), **Arto Debrabandère** (Master Stratégies territoriales et urbaines), **Thibaud de Géa** (Master Relations internationales et diplomatie), **Christine Fourcaud** (enseignante-chercheure), ainsi que de deux philosophes **Luuk van Middelaar** et **Philippe Mengue**.

10 <https://www.college-de-france.fr/fr/chaire-annuelle/chaire-annuelle-invention-de-europe-par-les-langues-et-les-cultures>: Chaire annuelle « L'invention de l'Europe par les langues et les cultures ».

Introduction

Juliette Dhulst, *Identité européenne ou Europe des Identités : les enjeux de la démocratie européenne* explore la notion de peuple, en lien avec la politique d'intégration européenne et interroge le projet démocratique qui en découle. Existe-t-il une identité européenne ? Un peuple européen ? Au-delà de l'eupéanité, elle prône une démocratie et une citoyenneté européenne engagée.

Eva Esteyries, *Les institutions européennes nourrissent-elles le populisme ?* questionne la notion même de populisme. Sous le prisme d'une culture populiste de plus en plus influente est-il encore possible de faire Europe ? Le populisme se joue-t-il des institutions ou sont-ce les institutions qui le nourrissent ? Si les institutions européennes peinent à rassembler, est-ce la volonté même d'un vivre ensemble européen qui doit être remise en cause ? Ou plutôt, une certaine notion d'intégration devenue un élément perturbateur, dissonant par rapport au désir de coexistence pacifique des peuples, qui lui, demeurerait intact ?

Paul Soudet, *Quelle identité pour l'Europe ?* s'intéresse à la notion d'identité européenne. Sa problématique est la suivante : Dans quelle mesure les identités européennes peuvent-elles s'harmoniser, compte tenu de leurs origines variées et quelles perspectives d'avenir (identitaires, culturelles et linguistiques) s'offriraient à une Europe qui aurait une identité commune ? L'auteur dépasse la notion d'« identité européenne » en posant l'idée « d'identité plurielle commune », puis propose quelques pistes pour animer ces « identités » européennes.

Maïra AFIFY, *Le plurilinguisme : juxtaposition des cultures, ou communication entre cultures ?* s'intéresse à la corrélation entre langue, identité et culture, en essayant de comprendre ce qui constitue l'identité culturelle. En tenant compte de l'ouverture à la pluralité des langues et des cultures, elle se demande dans quelle mesure l'apprentissage d'une langue « autre » peut-il déterminer l'identité d'un

individu ? Dans son analyse, elle aborde la langue comme marqueur d'une identité nationale et culturelle, puis elle envisage une nouvelle manière d'appréhender l'interculturalité.

Arto Debrabandère intitule son article *Universel, syncrétisme ou singularité ?* Il se réfère à Paul Ricoeur : « Le problème, c'est de ne pas répéter simplement le passé, mais de s'y enraciner pour inventer sans cesse », et à Maurice Merleau-Ponty, en reprenant sa notion de quête d'un « universel latéral ». Entre universel, syncrétisme et singularité, l'auteur invoque la culture ; serait-elle un moyen de sublimer les divisions européennes ?

Thibaud de Géa, *Intelligence artificielle et multilinguisme : l'Europe face au tournant des nouvelles technologies* interroge les opportunités de l'intelligence artificielle pour vaincre la division pluri-lingue et pluriculturelle de l'Europe. Ces technologies, nées d'un fantasme de rationalisation biunivoque, offrent-elles une nouvelle chance à l'intégration européenne ? Ou menacent-elles les citoyens d'appauvrissement culturel, de perte d'autonomie en remettant en cause leur libre arbitre et leur individualité ? Quels sont les enjeux pour les peuples européens ?

Christine Fourcaud, *L'Europe et ses langues : la chancelante équivocité* propose d'explorer comment la pensée européenne, depuis l'Antiquité, a envisagé l'Être du langage, et essaie d'appréhender l'Être de l'Europe par ses langues. Jamais l'humanité n'a renoncé à « la quête de la langue parfaite ». Mais, il faut bien se rendre à l'évidence, aucune *lingua franca*, aucun traitement automatique du langage ne nous aidera à résoudre la chancelante équivocité du monde. Suivant cette ligne directrice 'être-langage-pensée' dont elle identifie l'origine dans la pensée platonicienne, elle montre que le langage est l'essence

Introduction

de l'homme (*Dasein*). L'Être de l'Europe, la langue primitive, serait-il alors *das Gedicht* ?

Dans le cadre du séminaire *Plurilinguisme, migration, identité(s) et intégration européenne* le philosophe **Philippe Mengue** donna une conférence de philosophie politique intitulée *Difficultés de l'intégration européenne et crise de la démocratie*. La transcription intégrale de cette intervention est pertinente dans la mesure où les étudiants se réfèrent à certaines de ses thèses. Analysant le concept de crise, Ph. Mengue fait apparaître la question proprement politique en récusant le modèle organique et technologique. Il montre que la crise est inhérente à la société politique et à l'animal politique qu'est l'homme. L'intégration à la démocratie suppose que soit clarifiée la nature du peuple : *ethnos* et/ou *demos*. L'auteur introduit la notion de fabulation, incontournable pour faire du commun. À cette notion de commun, il confère deux sens : celui de l'universel qui engage une logique séparatrice, et celui du commun de la fabulation. Aujourd'hui, cette première approche et son traitement classique se voit renouvelée par la question du Biopouvoir (Foucault) et des Sociétés de Contrôle (Deleuze). Ce qui conduit à un abandon du concept de démocratie comme régime et critère de « démocratie ». De manière générale, depuis Socrate et la polis, il y a conflit, de structure ou d'essence entre philosophie et politique (Léo Strauss). L'auteur conclut que la fonction de la philosophie n'est pas de proposer un modèle d'organisation du pouvoir, mais de veiller à préserver l'espace d'un libre questionnement vis-à-vis des pouvoirs et des savoirs.

Luuk van Middelaar, philosophe néerlandais dont nous avons également étudié les textes en cours, nous a fait l'honneur d'un préambule intitulé *Plurilinguisme et voix politiques en Europe*. Là où Philippe Mengue parle de *mythos* ou *fabulation collective*, Luuk van Middelaar évoque *le récit européen*. Cette focalisation sur la dimension langagière

suggère qu'elle est première. Si la poésie est la langue primitive d'un peuple, la langue de l'Être ; elle ne se réduit ni à un idiome, ni à la matérialité du verbe. Cette parole inaugurale qui dévoile, qui instaure un monde, c'est toujours la parole d'un peuple historique *eines geschichtlichen Volkes*, parlant une langue particulière. Elle est inséparable de son rapport à la Terre et se manifeste dans sa dimension discursive :

« le récit, cette ancestrale et magistrale forme qui permet de lier passé, présent et avenir [...] dans un temps qui fait sens [...]. Vingt-cinq siècles séparent la construction du Parthénon à Athènes et l'adoption de la loi des Douze Tables dans la République romaine de notre époque ouverte. Il y a là, pour nous, Français, Hollandais, Allemands, Italiens et autres Européens, la matière dans laquelle forger un imaginaire et porter un récit qui nous permettra d'avancer avec confiance, sur notre bout d'Eurasie, entre nos amis, nos voisins, nos rivaux, dans le grand théâtre de l'Histoire »¹¹.

11 van Middelaar (2021) extrait de la 4ème conférence au Collège de France « Les récits des grandes puissances ». D'après « Le réveil géopolitique de l'Europe » (2021).

**Difficultés de l'intégration européenne
et crise de la démocratie
- Philippe Mengue -**

Conférence du 17.11.2021

Résumé

Cette conférence en direction des élèves de Sciences Po traite un sujet de philosophie politique. Après une analyse du concept de crise qui oblige à récuser le modèle organique et technologique, la question proprement politique peut apparaître. La crise est inhérente à la société politique et à l'animal politique qu'est l'homme. L'intégration à la démocratie suppose de clarifier la nature du peuple : ethnos ou démos. Nous posons deux concepts : la nation selon E. Renan et rôle incontournable de la fabulation pour faire du commun. Le commun détient deux sens, celui de l'universel qui engage une logique séparatrice et celui du commun de la fabulation.

Aujourd'hui, cette première approche et son traitement classique, se voit renouvelée par la question du Biopouvoir (Foucault) et les Sociétés de Contrôle (Deleuze). D'où : abandon du concept de démocratie comme régime et critère de « démocraticité ».

Il y a conflit, de structure ou d'essence entre philosophie et politique (Léo Strauss). Preuve : Socrate et la polis. La fonction de la philosophie n'est pas de proposer un modèle d'organisation du pouvoir, mais de veiller à préserver l'espace d'un libre questionnement vis-à-vis des pouvoirs et des savoirs.

La question que nous avons à traiter est apparemment double : elle porte sur l'Europe politique, les difficultés qu'elle aurait à intégrer et la démocratie qui serait en crise. Ça fait donc deux thèmes, et il est possible que ce ne fasse qu'une seule et même question qui porte sur l'intégration et sur son contraire qui serait la crise, la dissociation, la non-intégration.

De la crise

Partons d'abord du terme « crise ». La « *krisis* », en grec c'est le moment aigu où les choses se dénouent, basculent d'un côté ou de l'autre, comme sur une crête instable, c'est un moment de vérité. C'est principalement un terme médical qu'on trouve chez Hippocrate et qui renvoie au moment où la maladie soit l'emporte définitivement (la mort) soit s'efface (et c'est la guérison). La question est : peut-on transférer ce modèle médical à la société ?

Ce transfert de sens (= métaphore, en grec) pose beaucoup de problèmes. La société est-elle l'analogue d'un corps, d'un organisme ? Et donc peut-elle être malade comme l'est un corps organique ? Le concept de crise dans son sens médical est tout à fait inadéquat pour penser les choses politiques. Les sociétés ne sont pas des corps malades ou sains et donc les opposants politiques ne sont pas des malades ou des fous. Si on échange la métaphore biologique pour une métaphore technique, machinique, fonctionnelle, il en ira de même. « En marche ! » nous enjoint-on. Mais, était-on dans la situation d'un corps immobile ou en panne ? Est-ce que la société peut être dite en marche, comme un corps vivant, ou en changeant de lexique, comme un moteur, une voiture, un véhicule qui ne rencontrerait que des défauts techniques de fonctionnement ? Est-ce que le politique est un mécanicien des choses sociales, un ingénieur, un technicien du social, qui aurait affaire en droit à une machine bien huilée ?

Il y a hiatus, le politique au sens noble, celui qui se soucie de la *Polis*, de la société politique, n'est rien de tout ça, ni médecin, ni ingénieur. Alors qui êtes-vous, vous qui vous destinez à la politique ?

La crise est inhérente à la société politique

Qu'est-ce que la société en son fond ? Une réunion d'êtres vivants ensemble, dit-on. Soit. Mais qu'est-ce que cela "être ensemble", former société, surtout si elle n'est ni un corps organique ni une machine technique ?

Je fais l'hypothèse suivante : Les sociétés humaines ne fonctionnent que détraquées. Ça ne marche qu'en claudicant. Et donc : les sociétés politiques ne seront jamais indemnes d'une part inaliénable de malaise, de malheur, d'inadéquation fonctionnelle, de panne ... La panne est coextensive et les sociétés n'avancent qu'en panne. Si bien que *la crise est permanente* et cela depuis le début des sociétés, ou même de l'humanité. Sur quoi établir cette hypothèse ? L'homme, dit Rousseau est un animal, mais c'est un animal malade. Étrangement, dans le système de Rousseau, la maladie est ce qui le sauve en même temps. Le sauve de quoi ? De l'animalité, de l'innocence animale où il est heureux mais *imbécile*, où il ne jouit que de l'indépendance qui n'est pas la véritable liberté. Si l'intégration dans la société fait son malheur, elle est aussi une chance de progrès qui fait de lui un être pensant et responsable, susceptible de moralité. La maladie est donc source virtuelle de progrès, de rationalité et de moralité (cf. *Contrat Social*, Liv I, Chap VIII).

L'homme qui pense comment serait-il un animal malade ? La pensée une maladie ? Possible, mais alors, on voit donc que c'est une *étrange maladie*. Ce qui constitue la fonction suprême de l'humanité, il n'y a plus de sens de le qualifier de maladie. Une maladie positive n'est plus une maladie : à quoi la rapportera-t-on pour qualifier la pensée de maladie ? *La souffrance d'exister liée à la conscience* ? Mais toute souffrance n'est pas maladie ! À quel critère de santé et de normalité déciderons-nous alors que c'est une maladie ? Nous

sommes une nouvelle fois entraînés vers des questions tenues pour philosophiques : Qu'est-ce que l'homme ? Quelle est son essence, son être ? Sans des concepts supérieurs, philosophiques, qui échappent à la description empirique, on ne peut décider, trancher ces questions portant sur la maladie, la crise politique.

L'animal politique

Quelle est la nature de ce malaise qui se tient sous la démocratie et l'Europe, malaise qui est inhérent à la condition humaine et qui fait que l'homme en société est un être *mal à l'aise*, en difficulté et en crise, en souffrance ? Freud, dans un ouvrage célèbre, parle de « *Malaise* » de la *Civilisation* ». Je vais me référer à une source ancienne et philosophique pour approcher ce malaise. Aristote, dans un ouvrage *Ta Politika* — mot à mot : les choses politiques, on traduit couramment *La Politique* — commence par poser d'emblée que l'homme est un animal, un *zoon*, mais pas n'importe lequel, c'est un animal peu ordinaire. En effet, c'est un *zoon politikon*, un animal politique, et il en donne la raison : c'est parce qu'il a le *logos* (parole et raison tout ensemble, une *langue pensante* et non des *systèmes de communication* invariables fournis par l'appartenance à l'espèce ou qui sont très peu acquis). Et c'est en cela que l'homme est un animal politique. Il est un *zoon politikon* parce qu'il est un *zoon echon logon* (ayant logos ou raison) une parole pensante. La Cité, la *Polis* du politique, est donc composée d'êtres pensants. Ça change tout, ce n'est pas un *troupeau*. On n'est plus au *zoo* mais dans la *civilisation* et l'*histoire*. Or penser-parler introduit des failles dans tout l'ordre de l'être. L'être est mis en crise, du fait de la parole pensante. Il en est ainsi du fait que nous pensons, nous sommes *coupés* de ce dont nous parlons, le monde, et des autres hommes : les choses et les autres sont là-bas à distance comme *ce dont je parle* et dont je puis énoncer, dans la distance et la séparation, des choses vraies, adéquates ou

Difficultés de l'intégration européenne et crise de la démocratie

fausses, inadéquates. Comme l'erreur le montre à l'évidence plus que la vérité : par son inadéquation, il y a rupture avec l'être, la nature. De par la parole pensante, le logos, il y a faille, il y a crise. Ce qui n'est pas le cas avec des signaux d'information qui ne sont ni vrais ni faux ; ils sont suivis ou non. Ces informations sont donc des *mots d'ordre* et un mot d'ordre n'est ni vrai ni faux, il est exécuté ou non, il est suivi ou pas. Avec la parole humaine la vérité s'engouffre. Se dire un être ayant le logos, c'est se dire destiné à la vérité de l'être comme à rechercher et c'est être séparé de l'être, du tout du monde, dont on parle.

Comme on dit, dans les affaires humaines, ça ne coïncide jamais, « ça ne colle pas », ça tiraille par tous les bouts, par opposition à une machine bien réglée, à un corps en bonne santé, où tout concorde, tout marche ensemble, et en complémentarité. Conclusion : 1° L'humanité n'est pas malade mais dans le *malaise*, 2° C'est là son état *normal* et non une pathologie, 3° On voit que je viens d'apporter une *première réponse* à la question de la crise par un assortiment de raisons : il y a une crise consubstantielle à la société humaine et donc à la formation politique qu'est la démocratie.

Bien sûr, ce chapelet de raisons que je viens de donner, s'il est nécessaire à la compréhension de la logique ou rationalité politique, est trop large et déborde notre sujet tel que le traite la science politique. Cette couche de raisons "métaphysiques", si vous voulez, n'est pas à annuler, elle reste sous-jacente et active. Les différentes raisons qui vont suivre vont donc se superposer, s'empiler en quelque sorte, comme en géologie. Géologie politique, donc.

L'intégration et la démocratie

L'idée de crise nous dirige vers l'idée de désintégration possible. Intégrer, réunir, est l'œuvre propre de la politique. Elle consiste à faire de l'Un. *E pluribus unum*. L'Un à partir du multiple (devise reproduite sur le billet de un dollar). Mais faire de l'Un, n'est-ce pas là, le propos, non de la Science, mais de la Théologie ? Si bien que la politique, même quand elle n'en sait rien, est toujours du "*théologico-politique*", comme le disait si bien Spinoza (cf. le Traité du même nom). Mais revenons à vos préoccupations.

Dans la philosophie politique classique, on répond qu'on intègre des individus et que le moyen de cette unification c'est le Pacte ou le Contrat. C'est le principe de la réponse que reprend Hobbes qui en fait le fondement de sa philosophie politique et qui va rester le principe dominant de toute la pensée politique depuis ce philosophe. Avec le contrat, on pense que l'unité ou l'intégration des individus dans un ensemble auquel ils appartiennent, se fait librement, dans le consentement. Ce modèle a l'avantage de fournir une légitimité au pouvoir, à l'existence de l'État en le liant à la liberté naturelle.

Vous connaissez tous, tout ça. Juste un mot. La question politique, sa croix, est posée en ces termes : *Qu'est-ce qui autorise un homme à en commander à un autre ?* Vous voyez bien que cette question suppose que tous les hommes soient posés comme libres et égaux, sinon elle ne se poserait pas. Cette question est donc *propre à la modernité*. Elle ne se posait pas dans les mêmes termes chez les Grecs, Platon et Aristote ne reconnaissaient pas cette égalité et liberté de naissance, de nature. Le droit n'était pas un droit subjectif, attaché à l'individu, comme maintenant, mais un droit objectif qui renvoyait à l'ordre de la nature, au tout du cosmos. Voyez là-dessus les travaux décisifs de Michel Villey (*Philosophie du Droit*, 1975, éd. Dalloz) un historien et un philosophe du droit. Il a fallu que le christianisme passe par là

Difficultés de l'intégration européenne et crise de la démocratie

pour donner une valeur sacrée à la personne humaine et donc à tous les hommes (Saint Paul).

Mais laissons ce point et posons-nous la question de savoir en quoi consiste *la crise de ce modèle conceptuel* ? Tout d'abord, avec l'Europe, ce qu'on intègre cette fois, ce ne sont plus des individus mais des peuples, des nations. Or ce n'est pas du tout pareil. On peut intégrer des individus mais pas des Nations ou des Peuples. Ce ne sont pas des œufs fluides et liquides mais des *œufs durs* et l'omelette multiculturaliste européenne rencontre de sérieuses difficultés.

Les Lumières

Qu'est-ce qui est en jeu ? Les *Lumières* proposent une entente et une unification à la base de la société qui serait fondée en *droit* et non plus reconduite par les *traditions*. Les "philosophes" des lumières sont donc « modernes » en ce sens-là, puisque est moderne au moins celui qui se coupe des traditions. La modernité éclairée institue une *unification par le Droit mis en position hégémonique*. Le Droit, pour la philosophie des Lumières, est tenu pour être à la fois de la Nature et de la Raison. Il s'exprime dans les grands principes juridiques universels attachés à la personne humaine. La question est de savoir ce que vaut ce type d'intégration par le droit et s'il n'est pas en crise. La modernité des Lumières ne serait donc, à l'extrême de notre questionnement, non plus un *projet inachevé* mais un *projet dévoyé*, perverti ou égaré dès le départ, dès l'origine.

Ce conflit, qui éclate aujourd'hui à propos de la valeur des *Lumières* (voir principalement, l'École de Francfort, Adorno, etc.) va se retrouver exemplairement dans l'opposition entre la pensée allemande, principalement structurée par Jürgen Habermas, et la pensée française, des Lyotard, Deleuze, Foucault qui prennent leur distance

avec les *Lumières* ou plutôt avec la mise en domination hégémonique de l'universel qui va avec la suprématie du droit.

La démocratie

Voilà pour l'épure de la pensée classique qu'on peut dire libérale au sens large, philosophique. Malgré sa valeur et son rôle actif, décisif, dans l'évolution de l'Europe, elle rencontre aujourd'hui un problème de taille. Étymologiquement, la démocratie signifie le pouvoir, *kratos*, du peuple, *demos*. Le peuple détient le pouvoir, c.-à-d. le pouvoir politique de commander, de décider, de faire des lois et de les faire exécuter, c.-à-d. le pouvoir souverain. Or comment définir ce peuple qui détient la souveraineté ? C'est là que tout se joue. Dans la réalité, les individus humains ne sont pas séparés, solitaires et indépendants, comme ils le sont dans la fiction de l'état de nature et du contrat social. Ne serait-ce que parce qu'ils parlent une langue commune dans laquelle ils peuvent éventuellement formuler leur contrat, les bases de leur entente, ou bien se découvrir suffisamment unis par cette pratique d'une même langue et des mœurs qui leur sont communes. Le schéma juridique et théorique se heurte à la réalité où les individus existants *font déjà partie d'une association*, font partie d'un ensemble social préexistant, un groupe, une ethnie ayant langage, mœurs et mythes, bref ils appartiennent à des nations, *gentes* en latin. Ce sont des faits qui relèvent de la sociologie, de l'histoire, bref de l'anthropologie. Il s'ensuit que *dans la réalité* le problème de l'association (ou intégration) n'existe plus comme problème puisqu'il est déjà résolu : ils sont unis par de multiples liens. Si les peuples font de l'un par eux-mêmes, selon des mécanismes sociologiques, en quoi ont-ils besoin, en plus, d'un *contrat politique* ? On répond : pour choisir les représentants du peuple. Soit. Mais, dans ce cas, le sujet qui choisit c'est le détenteur de fait de la souveraineté, c'est ce peuple historique *déjà uni*.

Difficultés de l'intégration européenne et crise de la démocratie

Le peuple comme *ethnos* ou *démos*

On assiste à un hiatus majeur, à une scission ou à une crise interne à la pensée politique classique, entre le plan juridique qui pose la question du *droit* et le plan de la réalité sociale où se tiennent des faits. La question de droit, *quid juris*, consiste à demander la validité de la coutume, sa *légitimité* : “En fait vous, les Français..., vous êtes associés, vous vous entendez pour agir ainsi et pas autrement (Mœurs) mais sur quoi, de quel droit agissez-vous ainsi ? Est-ce bien légitime ? “Soit. Mais légitime, à l’égard de quoi ? Les *Lumières* répondent : Légitime à l’égard de la Raison ou de la Nature, c.-à-d., des principes du droit rationnel. On ne doit plus parler de France, Allemagne, Italie ... mais seulement de République, soit une communauté constituée par le seul Droit, mis en position prioritaire. On peut donc dire que la crise de la démocratie contemporaine s’origine dans cette fissure, cette coupure primordiale entre le Peuple et le Droit, le droit rationnel et le droit historique, (tradition), coutumier.

De plus, situation nouvelle : la déchirure est accentuée quand ce qui est à intégrer ce ne sont plus des individus mais des communautés culturelles, des peuples ou nations *sur un même territoire et dans une seule et même formation politique*, tel État existant. On va dire que le problème est de savoir si le *démos* de la démocratie est à penser comme *ethnos* ou bien comme « *démos* » au sens restreint et en entendant par là depuis quelque temps : *l’ensemble des purs sujets de droit*. Suivant le sens choisi du mot peuple c’est la définition de l’Europe, je veux dire son projet politique régulateur, qui change du tout au tout et qui se trouve en fracture, en opposition et en crise avec l’autre sens. Avant même de voir quels sont ces deux sens, on doit souligner fermement, qu’avec cette *dualité nous avons la scission qui crée la crise de la démocratie des Modernes* et les difficultés d’intégration pour l’Europe.